

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 05/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE**

LIEUDIT LES FOUITADES 3858 N RD 113  
Les Fouitades  
13340 Rognac

Références : D-2025-0696  
Code AIOT : 0006401004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE implanté Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 24/07/2025 portant mise en demeure à l'encontre de la SAS LES MANDATAIRES en sa qualité de mandataire judiciaire du site SAS LA D113 sur la commune de Rognac.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE
- Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006401004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La SAS LA D113 a repris l'activité d'imprimerie de la société de ROCKSON Nouvelle depuis le 1er août 2023 sur le site de Rognac qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03/04/1998. Par jugement du 06/06/2024, le Tribunal de commerce de Salon-de-Provence a prononcé la liquidation judiciaire avec cessation totale d'activités de la SAS LA D113. La société SAS LES MANDATAIRES, en charge de la liquidation judiciaire, est le responsable ès-qualités d'exploitant du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activités	AP de Mise en Demeure du 24/07/2025, article 1	Consignation	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SAS LES MANDATAIRES, représentant la Société La D113, n'a pas procédé à la mise en sécurité du site conformément à l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement, invoquant une situation d'impécuniosité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activités**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/07/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS LES MANDATAIRES, dont le siège social est situé 30 Avenue Henri Malacrida, 13100 Aix-en-Provence, en sa qualité de mandataire judiciaire désigné d'une imprimerie sise RD 113 - 13340 Rognac, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les prescriptions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement en procédant à l'enlèvement et l'élimination des déchets d'exploitation encore présents sur le site dans les filières adaptées à leur nature.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 30/07/2025, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site et a constaté qu'aucune évacuation des déchets n'avait eu lieu.</p> <p>Par courrier du 04/08/2025, le liquidateur judiciaire de la SAS D113 informe le préfet que « les fonds disponibles ne me permettent pas d'envisager le traitement des déchets conformément à l'arrêté pris » et que « la société débitrice demeurera défaillante malgré les diligences menées par mes soins es qualités ».</p> <p>Afin de faire naître une créance, l'inspection propose à monsieur le préfet d'ordonner la</p>

consignation d'une somme de 126500 € TTC correspondant :

- au frais d'évacuation des déchets compte tenu le devis établi le 12/06/2024 par VALORTEC et fourni par le liquidateur judiciaire par courriel du 23/05/2025
- au frais estimé de 20000€ TTC correspondant à un diagnostic environnemental.

Cette consignation est nécessaire dans le cadre de la procédure relative aux exploitants défaillants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** 0 jour